Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 390

Artikel: Mouvements de quartiers : les nouveaux militants
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018487

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Mouvements de quartiers: les nouveaux militants

Campagne Masset, Jonction (DP 387 et 388), cèdre des Eaux-Vives, ancienne école d'horticulture, les Grottes, Carouge, et la liste s'allonge sans cesse, les quartiers s'éveillent pour défendre, là un nouvel immeuble promis à la démolition, ici un espace vert sur lequel un immeuble administratif doit être construit. Et si à Genève, canton urbain, la tendance est plus nette, pour la Suisse romande, qu'ailleurs, la même évolution se dessine partout, dans notre pays comme à l'étranger. Le mot « réveil » serait plus exact pour cerner ce phénomène, car au début des années septante l'extrême-gauche, alors au sommet de sa force, avait senti combien était prometteur le combat mené dans les quartiers pour l'aménagement urbain. Les différentes opérations menées à l'époque s'étaient cependant conclues de manière assez décevante : le simple habitant, mobilisé pour défendre le quartier auquel il était attaché, était déconcerté, voire repoussé par les slogans et les cadres très abstraits, très politisés dans lesquels on voulait mener l'action. Quant au gauchiste, désillusionné et amer, il ne voyait jamais surgir le révolutionnaire aguerri de la dépouille du brave homme, de la brave femme militant pour la survie d'un sapin. Le malentendu était profond, l'échec inévitable et la déception vive de part et d'autre.

Gouverner sa propre vie

Désormais la rencontre a lieu entre quelques personnes, désireuses de permettre à chacun d'exercer de manière concrète le gouvernement sur sa propre vie, et les habitants dans leur quartier menacé à la fois par la spéculation et par le gros bon sens des politiciens.
Au cœur de chaque mouvement, une poignée de militants de toutes origines politiques et parfois sans la moindre expérience. L'appartenance à un parti est rare et souvent secondaire. La plupart ont entre trente et quarante ans. Les hommes sont cadres moyens, les femmes, plus nombreuses que dans une association classique, sont la plupart du temps ménagères.
Autour de ce noyau se constitue le premier cercle de militants : une dizaine, voire une vingtaine, qui estiment que le combat à mener vaut les quelques heures que l'on y consacre : collecte de signatures, distribution de tracts, collages d'affiches. A ce niveau, les femmes, et parmi elles les ménagères, sont encore plus nombreuses. L'affaire est alors entendue : le quartier entier fera chorus.
Les mouvements que chacun a eu l'occasion, au moins une fois, de voir à l'action, se développent sur deux plans : avec les habitants du quartier, et face aux autorités politiques qui, elles, détiennent traditionnellement la solution du problème.

Le courant

Pour la population, la nature des objectifs est essentielle. Ils se sont chaque fois imposés d'eux-mêmes, par leur urgence et leur aspect essentiel : espace vert, défense d'un arbre symbolique. Le langage simple et efficace des premiers tracts, des premières affiches, est crédible, les moyens proposés le sont également. Au long de chaque campagne, l'information et le courant passent dans les deux sens, entre les militants et la population du quartier.
A ses débuts, le mouvement de la campagne Masset ne recherchait qu'une solution à la traversée d'une route particulièrement dangereuse. C'est de la première assemblée que jaillit la revendication pour une promenade publique.

La formation

L'entreprise une fois engagée suscite des militants et représente une occasion de formation. Le groupe de l'ancienne école d'horticulture raconte avec humour les auditions devant les commissions parlementaires : dans la salle d'attente, les néophytes de la délégation répétaient, mouillés de sueur, les arguments qu'ils avaient préparés...
Efficaces dans la mobilisation populaire, les mouvements de quartier le sont tout autant dans le maquis de la procédure administrative et parlementaire. Leurs militants connaissent les règlements, les délais d'opposition et réussissent à imposer leur voix dans le jeu déconcertant des commissions.

Contrôle immédiat

Inutile de vouloir les arrêter avec le paresseux et très administratif « Je vous comprends, mais ce n'est pas possible », ou de les satisfaire avec des vœux pies ou des motions. Chaque prise de position officielle, chaque décision, sont aussitôt répercutées dans le quartier.
La presse genevoise, une fois convaincue de l'importance et de la force du mouvement, se fait l'écho de ses revendications et présente de manière impartiale les points de vue opposés. Avec les partis, les hommes publics, la liaison se révèle plus difficile : on n'aime pas appuyer des projets dont on n'a pas eu l'initiative, ou — ce qui est pire — renverser la vapeur devant un projet que l'on avait un peu trop rapidement approuvé. Les gouvernements admettent difficilement ces modifications des champs de forces qu'implique la mobilisation d'un quartier, même quand cela va dans le sens de leurs idées. On préfère des adversaires connus à des alliés imprévus. Avec le temps, chacun parvient à découvrir un relais parlementaire, qui un député — pour la campagne Masset, ce sera un communiste —, qui un conseiller municipal — pour l'ancienne école d'horticulture, ce sera un socialiste —, ou ce qui est mieux, obtient l'appui des organisations de quartier, comme à la Jonction.
Organisation pragmatique de revendication et de formation, le mouvement de quartier doit réussir pour survivre. Cette découverte du pouvoir par le bas, cette politique de la « base » ne peut se nourrir de grands principes, de grandes déclarations, même pas de grands besoins. Désabusés

vis-à-vis de l'action politique traditionnelle, dépossédés par les grands systèmes économiques, immobiliers, les membres des mouvements de quartiers ont besoin pour s'engager de faire l'expérience de leur propre efficacité, d'un pouvoir, aussi minime soit-il, sur leur environnement direct.
Tout succès renforce cette prise de conscience, dans le mouvement en cause et dans les autres (effet boule de neige). Ainsi les 50 000 mètres carrés de parc public obtenus sur le terrain de l'ancienne école d'horticulture ont stimulé les autres mouvements. D'où l'importance du choix d'un objectif possible (même si c'est en modifiant les règles du jeu connues).

Taux variable d'activité

On touche ici à un aspect beaucoup plus déconcertant de ces mouvements, au moins pour qui est habitué à un engagement politique permanent. Dans le temps, l'activité de l'association peut être très variable : à des périodes de mobilisation intense et générale succéderont, une fois le résultat acquis, des périodes de relâche, dans le meilleur des cas d'action parcellaire, de réflexion. Inutile de fabriquer des mécontentements factices ! L'idéal est d'avoir, comme à la Jonction, une maison de quartier qui sert de position de repli et d'attente.

Sans délégation de pouvoir

Est-ce là la nouvelle forme d'action publique, adaptée à notre temps ? A côté des organisations envisageant les problèmes d'un point de vue global et forcément un peu abstrait, la preuve est faite en tout cas que l'accent peut être mis sur des équipes préoccupées de problèmes concrets et désireuses d'en contrôler la solution elles-mêmes, et sans délégation de pouvoir.

Avis aux amateurs : notre opération « abonnement-cadeau » se poursuit jusqu'au 31 janvier, dernier délai. N'avez-vous oublié personne ?

Centrales nucléaires: qui surveille qui ?

Les Forces motrices bernoises sont inquiètes, et avec elles toutes les compagnies d'électricité qui projettent la construction d'une centrale nucléaire. Le projet d'arrêté fédéral actuellement en consultation, qui doit compléter la loi désuète en vigueur prévoit en effet une clause de besoin; le parlement ou le Conseil fédéral — l'organe est encore à déterminer — ne délivrera des concessions nouvelles que s'il l'estime nécessaire; jusqu'à présent l'administration a l'obligation de donner son feu vert si les conditions techniques et de sécurité sont remplies.
L'autorisation de site a été accordée pour la centrale de Graben dans le canton de Berne; l'autorisation de construire devrait suivre dans le courant de cette année et les travaux pourraient commencer au début de 1978. Mais il est probable que les projets pour lesquels des autorisations partielles ont déjà été données soient soumis au nouvel arrêté.
On comprend l'émoi des promoteurs de Graben qui contre-attaquent en révélant l'ampleur des investissements déjà consentis; jusqu'à la fin de 1976 144 millions de francs ont été dépensés dont 54 millions pour constituer des réserves d'uranium. Et cela avant même que le premier coup de pioche ait été donné, avant même que l'autorisation de construire ait été accordée !
Inutile de crier au scandale, d'accuser les sociétés d'électricité de vouloir forcer la main des pouvoirs publics; inutile également de préconiser la nationalisation de la production d'énergie — la plupart des sociétés régionales sont d'ailleurs contrôlées par le secteur public cantonal ou communal. Il est indéniable que la construction d'une centrale nucléaire ne s'improvise pas en quelques mois.
Au-delà des inconvénients liés à l'énergie nucléaire et qui sont maintenant bien connus — pollutions de toutes sortes, accident, déchets — n'y a-t-il pas un danger beaucoup plus grave même s'il est perçu avec moins d'acuité ? Une centrale nucléaire, pour reprendre un concept d'Illich, est un « méga-outil », un outil incontrôlable qui déploie des effets quelle que soit la volonté de ceux qui sont censés le maîtriser. On ne pense pas ici seulement aux effets directs sur l'environnement physique qui constitue malheureusement la seule matière première du débat sur le nucléaire; il s'agit surtout des effets sur notre manière de vivre, de la dépendance ainsi créée à l'égard d'une petite catégorie de spécialistes; de la logique développée par ce type d'outil — déjà les producteurs se voient contraints de promouvoir par voie publicitaire une consommation accrue d'énergie électrique. Il s'agit aussi des investissements énormes nécessaires pour mener à bien une telle entreprise et qui privent les collectivités de la possibilité d'un autre choix — on a suffisamment fait remarquer que la recherche en matière d'énergie solaire reste un parent pauvre.
Apparaît alors en pleine lumière le caractère dérisoire de la visite du Grand Conseil bernois à la centrale en activité de Mühleberg; les parlementaires salués comme la plus haute autorité du canton en tournée d'inspection, par le directeur des Forces motrices bernoises, n'ont en fait qu'une fonction, celle de légitimer une décision qu'ils n'ont pas prise, celle de donner un vernis démocratique à une logique qui s'oppose à toute participation démocratique.
Les journalistes ont parfois un sens involontaire du symbole; illustrant le commentaire de cette visite dans «Der Bund» du 12 novembre, la photographie d'un groupe de députés dans la cour de l'usine, derrière les hautes grilles de l'enceinte, sous l'œil vigilant d'un garde accompagné de son chien policier. Qui surveille qui ?